

Guide de capitalisation - Janvier 2019

MAB3ADHNA, POUR UNE DÉMOCRATIE PLUS PARTICIPATIVE



UNDEF
The United Nations
Democracy Fund



FNUD
Fonds des Nations Unies
pour la Démocratie

AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

www.labess.tn

UNE DÉMOCRATIE EN COURS DE CONSOLIDATION

La Tunisie connaît un nouveau contexte de transition démocratique où la société civile naissante (depuis la révolution de 2011) est amenée à jouer un rôle central de veille, de partenariat avec les pouvoirs publics, de plaidoyer et de force de proposition. Le pays est confronté à différentes problématiques : des enjeux socio-économiques accrus avec la crise du chômage, l'inégalité entre les régions et les populations en terme de développement local, les risques sécuritaires auxquels le pays doit faire face et enfin le nouveau cadre légal instauré par la constitution de 2014 notamment en matière de décentralisation et de démocratie locale et participative, qui doit être renforcé par des lois et un suivi de leur mise en œuvre.

Un corpus juridique favorable à la démocratie participative

La démocratie participative se caractérise par des procédures, des instruments et des dispositifs qui favorisent l'implication des citoyens dans le gouvernement des affaires publiques. La Tunisie possède un corpus juridique favorable : la

constitution tunisienne, dès son préambule, consacre un « régime républicain démocratique et participatif ». On peut également citer l'article 139 : « Les collectivités locales adoptent les mécanismes de la démocratie participative et les principes de la gouvernance ouverte, afin de garantir une plus large participation des citoyens et de la société civile à l'élaboration des projets de développement et d'aménagement du territoire et le suivi de leur exécution, conformément à la loi. »

De même, la loi d'accès à l'information (loi organique n° 2016-22 du 24 mars 2016) donne le droit aux citoyens et à la société civile d'accéder à un certain nombre d'informations publiques (politiques et programmes, textes juridiques, marchés publics...).

Enfin, le code des collectivités locales entérine la décentralisation et promeut une série de principes, notamment la démocratie participative, la bonne gouvernance, la gouvernance ouverte, et le principe d'autonomie administrative et financière des collectivités.



Le projet

#MAB3ADHNA

L'objectif du projet Mab3adhna a été de contribuer à la réussite de la transition démocratique en Tunisie grâce au renforcement des capacités de la société civile et la durabilité de ses interactions constructives avec les pouvoirs publics locaux.

Pour cela, une série de formations ont été organisées dans les gouvernorats de Jendouba, Gafsa, et Tozeur, et des espaces de dialogues ont été mis en place entre les citoyens et les pouvoirs publics afin de faciliter la genèse et la réussite de projets pour répondre à des problématiques locales.

UN PROJET QUI COMPORTE DEUX OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Renforcer les capacités des OSC* locales des régions de Jendouba, Gafsa et Tozeur afin qu'elles jouent leur rôle de mobilisation citoyenne et de facilitateurs des dialogues entre société civile et pouvoirs publics autour des problématiques locales.

Instaurer une culture citoyenne de collaboration entre les différents acteurs (OSC et pouvoirs locaux) afin de résoudre ensemble les problématiques locales et de mettre en place conjointement, des projets de développement.

*Organisation de la Société Civile

POUR UNE RÉGÉNÉRATION DE NOTRE DÉMOCRATIE

Ces deux objectifs principaux se subdivisent en différentes activités et résultats, et se sont déroulés durant les **trois phases** principales du projet

PHASE 1 : Formation des parties prenantes

L'objectif visant à former 18 OSC locales pour améliorer leur gestion interne a largement été atteint. Les thèmes abordés : montage de projet associatif, recherche de financement, droit des associations, gouvernance associative, suivi-évaluation et communication. Ces formations ont eu lieu entre septembre et novembre 2017 et ont rassemblé au total entre 24 et 30 associations à chaque fois. 18 animateurs au sein de ces OSC ont également été choisis, et sont désormais capables d'organiser des réunions de concertations avec des citoyens pour discuter de problématiques locales. Des guides pour favoriser ce type de pratiques ont été distribués auprès des 33 membres d'associations présentes lors des formations organisées dans chacun des gouvernorats. Cela a

permis de mener 3 concertations entre OSC et citoyens pour lister les défis de chaque région (Jendouba, Gafsa, Tozeur), mobilisant ainsi 22 associations et 130 citoyens.

En parallèle, ces OSC ont suivi des formations pour comprendre le fonctionnement des autorités locales, le processus décisionnel local, et les possibilités de participation citoyenne dans les affaires publiques. Elles sont désormais capables de mener des stratégies de plaidoyer et de dialoguer démocratiquement avec les autorités locales pour mener à bien leurs projets. De même, des représentants des autorités locales (CRDA, APII, Ministère de l'Aménagement, municipalités...) ont fait l'objet de formations pour les sensibiliser au travail associatif et à la démarche participative citoyenne.

PHASE 2 : Création d'espaces de dialogues et de projets communs OSC / autorités locales

3 personnes « ressources » par gouvernorat ont été désignées parmi les membres les plus motivés des

associations présentes pour servir d'appui au projet Mab3adhna aux formations du Lab'ess dans leurs

gouvernorats et transmettre les bonnes pratiques à la société civile locale.

Un deuxième atelier de formation des autorités locales a été effectué, avec cette fois la désignation d'une personne ressource auprès des autorités locales. Cette activité a été réalisée en mai et juin 2018, avec 21 participants présents dans les trois gouvernorats.

C'est durant cette phase que le Lab'ess a organisé 3 espaces de

dialogues entre OSC et autorités locales pour déterminer ensemble une problématique locale et proposer des solutions. 61 participants au total étaient présents. Le Lab'ess a également suivi et accompagné les travaux pour constituer des comités de pilotage, élaborer les cadres logiques des projets et une ébauche de budget.

Les OSC locales ont ensuite organisé un séminaire régional par gouvernorat pour expliquer leur démarche aux citoyens et aux autorités locales.



Grâce au projet MAB3ADHNA, nous allons mettre en place une plateforme qui sera un observatoire de tous les projets de l'état dans la région de Tozeur.

Boubaker Hedfi
Association le quai culturel

PHASE 3 : Suivi et échange de bonnes pratiques

La dernière étape du projet Mab3adhna consiste à consolider les projets en cours d'élaboration en accompagnant leur lancement et l'obtention de fonds. Un séminaire interrégional a eu lieu en janvier

2019. Il a permis aux différents acteurs de faire le bilan du travail accompli, de partager leurs expériences, et de déterminer les prochaines étapes pour que les projets locaux aboutissent.



COMMENT ALLER VERS UNE DÉMOCRATIE PLUS INCLUSIVE ?

Renforcer les capacités de la société civile et des autorités locales

1

2

Permettre la mise en place d'un dialogue pluri-acteurs

Encourager la création d'un projet commun répondant à une problématique locale

3

4

Suivre la mise en place et rechercher des financements pour les trois projets communs



Réponse à une problématique locale grâce à un **comité de pilotage pluri-acteurs** dans chacun des gouvernorats

JENDOUBA

Développer l'accès à l'eau potable dans la zone de Zouitina pour l'amélioration du niveau de vie de ses habitants.

OSC et autorités locales ont proposé de monter un projet visant à créer des systèmes de récupération et d'assainissement des eaux de pluie pour résoudre le problème de l'accès à l'eau potable dans la région de Zouitina. Les objectifs spécifiques sont au nombre de trois : augmenter le taux de desserte en eaux à Zouitina, sensibiliser les habitants à l'importance de la consommation rationalisée de l'eau et encourager les synergies entre OSC, citoyens, autorités locales pour la résolution des problèmes d'accessibilité à l'eau.

GAFSA

Contribuer au renforcement de l'efficacité et de l'influence de la société civile dans les nouveaux conseils municipaux (décret 29 du code des collectivités locales)

OSC et autorités locales ont proposé de monter un projet visant à créer une plateforme collaborative de suivi de

“ Le projet Mab3adhna m'a donné l'opportunité de **MONTER EN COMPETENCE** : à la fois pour le montage, l'élaboration d'une stratégie et le développement de notre projet.

Fatma Touzri
Association Ibn Khaldoun

la mise en œuvre des projets publics. L'objectif principal est de diffuser les outils de suivi et d'évaluation des projets publics programmés dans les délégations de Ksar, Gafsa et Redeyef pour 25 citoyens locaux.

TOZEUR

Créer une plateforme de gestion des points noirs « 7oumti » afin d'améliorer les conditions de vie des habitants de Ras Dhraa.

Les participants ont proposé de monter un projet visant à créer la plateforme citoyenne 7oumti pour la gestion collaborative des points noirs. Cette plateforme permettra aux autorités locales et aux citoyens de collaborer pour repérer et éliminer les points noirs où les déchets sont les plus nombreux. Ce projet inclut également la sensibilisation des citoyens au tri sélectif et la création d'un réseau d'associations environnementales de Tozeur.



POUR UNE DÉMOCRATIE PLUS PARTICIPATIVE

Encourager un esprit plus participatif en prenant en compte **quatre leçons** apprises au cours de ce projet.

Renforcer le rôle des représentants dans les OSC locales

La décentralisation devrait non seulement s'effectuer sur les procédures des pouvoirs publics et des élus, mais aussi sur le travail associatif. Une grande partie de l'action des OSC est concentrée à Tunis. Il serait judicieux de repenser ce type de programme en s'appuyant davantage sur les OSC partenaires locales des régions excentrées. Ici, le projet aurait bénéficié d'un fonctionnement plus démocratique dans ce sens. Il pourrait être intéressant de se pencher sur un système où les associations représentantes locales bénéficient d'une partie des subventions accordées dans le cadre de programmes comme celui de Mab3adhna, afin de garantir leur implication et faciliter la mise en place du projet.

Étendre la mesure d'impact dans le temps

Les résultats de ce type de projet sont parfois difficilement quantifiables (amélioration des rapports entre

société civile et autorités locales). Il convient d'effectuer un suivi régulier sur plusieurs mois après le projet pour s'assurer de la mise en pratique et constater les réels changements.

Mobiliser davantage les autorités locales

Le projet Mab3adhna a mis en lumière une participation et une implication des autorités locales mitigée. Ceci impacte directement les projets et les rapports avec la société civile. Dans le cas de la mise en place du projet à Gafsa par exemple, le manque de transparence concernant l'avancée des projets publics ralentit l'installation de la plateforme d'information.

Pour un projet futur, il sera important de diriger davantage d'énergie vers les autorités locales : plus de formations, de concertation, de rendez-vous individuels, de plaidoyer, et d'activités ciblées.

C'est d'autant plus important que le Lab'èss a noté des lacunes dans certains domaines et une méconnaissance de certains textes de lois récents. C'est notamment

le cas concernant la démocratie participative : peu d'autorités rencontrées connaissaient ces décrets. De même, certaines administrations n'étaient tout simplement pas au courant de l'obligation d'ouverture des données publiques.

Le rôle central du médiateur

Enfin, le rôle du médiateur est primordial pour mener à bien ce projet. Les associations et les autorités locales rencontrées ont pour la plupart regretté l'absence de dialogue entre elles ; à Gafsa, le projet Mab3adhna est la première opportunité pour ces acteurs de se rassembler et de discuter autour d'une table. C'est là l'une des vraies réussites de ce projet : briser le conflit direct entre autorités locales et OSC en créant une médiation externe et neutre.

“ Ce fut vraiment une **BONNE EXPÉRIENCE**. Mon projet de veille citoyenne sur l'avancée des travaux public réside au cœur de la démocratie participative puisque nous avons pu faire émerger une passerelle de confiance avec le secteur public engagé dans la mise en œuvre de projets.

Jamel Fatah
Association El Irada



Handwriting practice sheet with 20 horizontal dotted lines.



مع بعضنا
#MAB3ADHNA



www.labess.tn



Tél.: (+216) 71 287 688 | **Mail :** contact@labess.tn

Adresse : 7 rue Dr Alphonse Laveran, 1002 Belvédère, Tunis, Tunisie